



Déclaration préalable de la FSU au CSAD du 8 février 2024

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames et Messieurs les membres du CSAD,

La colère des personnels que nous représentons est grande, comme l'illustrent les nombreux personnels en grève le 1^{er} février, puis le 6 pour certains d'entre eux, après les propos indignes de la ministre qui sont une insulte proférée à l'égard de toutes celles et ceux qui font vivre l'École publique au quotidien. Notre ministre, qui consacre une partie de son temps à l'Éducation Nationale, entre deux réunions de préparation des Jeux Olympiques, a ainsi fait le choix de se placer, dès le premier jour, dans le camp des ennemis de l'École publique. Elle a sciemment menti pour véhiculer les clichés, déjà chers à Gabriel Attal, d'absentéisme dans les écoles et les établissements publics. Elle a dénigré l'engagement de tous les personnels au service de la réussite des élèves et de leur épanouissement. Elle a prôné, en revanche, une école du séparatisme, qui exclut les plus fragiles, fait fi de la laïcité, incite à la non-mixité, utilise des méthodes passéistes et propage des idées réactionnaires. Les personnels ne se laisseront pas ainsi violemment attaquer. Ils exigent des excuses de la part de la ministre et du gouvernement. Les excuses adressées à l'école de Littré sont insuffisantes. Ce que les enseignant·es attendent ce sont des actes concrets de soutien à l'École publique. Cela passe par le respect des personnels, par l'attention prêtée à leurs revendications, par des salaires et des conditions de travail significativement améliorées. Quant à la crise de l'attractivité, rien ne la réglera tant que la question des salaires et des conditions de travail ne sera pas réglée. Si la question des carrières doit avancer, c'est pour permettre de reconnaître le travail de tous les personnels et non, comme on le perçoit, pour revenir sur la question du mérite. La FSU, qui a manifesté le 1^{er} et le 6 février, demande l'augmentation immédiate de 10% du point d'indice comme 1^{ère} étape urgente d'une réelle et véritable politique de revalorisation de nos métiers.

Dans les collèges, la rentrée 2024 signe la fin du collège unique. Sous prétexte que les élèves fragiles « freineraient », selon Gabriel Attal, « les meilleurs élèves et les empêcheraient de s'envoler », la mise en place de groupes de niveaux en français et en mathématiques vient faire éclater les groupes classes et instaurer une école à deux vitesses, séparant au sein d'un même collège, les élèves les plus faibles et les meilleurs, souvent synonymes malheureusement des plus défavorisés et des plus favorisés. La promesse de l'école républicaine est ainsi rompue ! Ces annonces sont d'autant plus insupportables pour la profession qu'aucun texte officiel n'est paru et qu'on va donc assister, comme l'an passé, à une déréglementation lamentable : les chefs d'établissements, garants de l'application des textes, vont devoir faire voter des DHG

qui ne seront pas réglementaires pour obéir docilement à leur hiérarchie. Cette méthode n'est pas plus admissible en 2024 que par le passé ! Par ailleurs, à l'épreuve de la réalité, cette nouvelle organisation demandée va se révéler impossible à mettre en œuvre. Sans moyens supplémentaires, sans recrutements massifs de professeurs de français et de mathématiques, le fiasco de la rentrée 2024 s'annonce pire que celui de 2023. Ce n'est pas un établissement sur deux où l'on constatera qu'il manque un professeur : c'est un groupe de mathématiques sur 4 dans lequel aucun professeur de mathématiques n'interviendra, un groupe de français sur 5. L'absence de dotation suffisante vide la marge complémentaire en la dédiant à ces groupes, retirant alors des moyens aux autres disciplines. Et que dire de la scandaleuse suppression des heures de cours aux élèves de 6^{ème} et 6^{ème} Segpa, ces derniers ayant le plus besoin d'un enseignement de qualité. On voit bien là le projet ségrégatif de ce gouvernement. La FSU demande l'annulation immédiate des suppressions de postes.

Les mesures du "choc des savoirs" visent au parachèvement d'une école du tri social, rompant avec les consensus scientifiques pour marteler des mesures rétrogrades et loin des enjeux de l'école publique d'aujourd'hui. Le redoublement, les regroupements de niveaux, l'expérimentation de l'uniforme et sa probable généralisation annoncée pour 2026, sont le signe d'un projet d'École passéiste et conservateur. Les attaques contre la liberté pédagogique des professeur·es en imposant des méthodes et des pratiques (plans mathématiques, français, dispositif Educdroit), des manuels certifiés, des applications utilisant l'intelligence artificielle censées être plus performantes que les enseignant·es sont autant de mépris contre la profession afin de reléguer les professeur·es de concepteur ou conceptrice de leur enseignement au simple rang d'exécutant·es. L'annonce d'une refonte simultanée des programmes en Cinquième, Quatrième et Troisième à la rentrée 2026 est une énième marque d'un profond mépris pour les professeur·es. Les enseignant·es feraient face à une charge de travail déraisonnable, aux dépens de leurs autres missions et de leur santé.

Beaucoup de questions se posent sur le nouvel enseignement obligatoire de théâtre, sorti du chapeau présidentiel le 16 janvier, dont aucun cadrage n'est encore connu. Il est à craindre que s'il est créé, il le soit en empiétant sur les horaires des enseignements artistiques existants ! Ces annonces sont violentes pour les élèves et autoritaires pour les personnels. Elles actent un renoncement à l'élévation de la qualification de toutes et tous, engagent une rupture dans les progrès de démocratisation du second degré et un abandon des élèves les plus fragiles à leur sort scolaire et social. L'inclusion des élèves en situation de handicap n'est par ailleurs jamais mentionnée, ce qui n'est sans doute pas un hasard. Cette réforme idéologique et dévastatrice à la fois creusera les inégalités entre élèves et dégradera encore plus nos conditions de travail. La FSU condamne la déstructuration du collège et les obstacles posés pour accéder aux 3 voies du lycée. La FSU réclame une réforme qui repose sur l'organisation en enseignements disciplinaires et leur évaluation autour d'une culture commune ambitieuse. Or l'appellation « instruction civique » utilisée par le président

montre bien qu'il ne s'agit pas de former les élèves à devenir des citoyen·nes émancipé·es.

Dans notre académie, nous perdons encore des postes (-98 ETP dans le 1^{er} degré et -60 dans le 2nd degré), on nous parle de déprise démographique mais notre département gagne 188 élèves de prévisions 2023 à prévisions 2024 et de constats 2023 à prévisions 2024 le département perd seulement 25 élèves. On est là loin de la déprise ! Cependant 23 établissements perdent des heures alors même que plus de la moitié de ces établissements ont des effectifs en hausse. Parmi ceux-là, on citera les collèges de Brazey, Mirebeau, Nuits Saint Georges, Marsannay, Sombernon, Vitteaux ; à Dijon, les collèges Champollion, Marcelle Pardé ainsi que le collège Rameau, qui pourtant est en REP, font partie du lot. Certains établissements perdent plus de 20 heures alors qu'ils perdent peu d'élèves comme Le Clos de Pouilly, le collège de Chevigny... Comment faire des travaux pratiques ou enseigner une langue vivante en classe de 30 élèves ? Comment maintenir des options LCA, LCE ou classes bilingues équitables alors même que les DHG des établissements n'ont pas été abondées en moyens supplémentaires suffisants pour créer les groupes de niveaux en français et de maths ? Les chefs d'établissements n'ont jamais eu aussi peu de marge et les ventilations n'ont jamais été aussi contraintes... Comment intégrer les élèves ULIS, les élèves allophones ou les élèves à besoins particuliers dans des classes à 30 ?

L'incompréhension et la colère des personnels s'est exprimée l'an dernier en Côte-d'Or face à des DHG insuffisantes. La FSU 21 sera, cette année encore, aux côtés des collègues qui se mobiliseront pour obtenir des moyens supplémentaires à la hauteur des besoins. Les choix du gouvernement pour l'école sont à l'opposé du projet que porte la FSU, un projet émancipateur et démocratisant, un projet ambitieux qui nécessite des moyens et la volonté d'une école de la réussite pour toutes et tous, quelle que soit l'origine sociale.